

La France En Marche !
Rassemblement de Lyon
Discours d'Emmanuel Macron

Merci à vous d'être là.
Merci à toutes et tous.

Depuis le début, et chaque jour plus nombreux, vous êtes aujourd'hui, à Lyon, la preuve vivante que les Français ne se détournent pas de la politique. Votre présence, ce mur de présences autour de moi, c'est la preuve vivante que nous sommes bien là. C'est une démonstration d'envie, une démonstration d'enthousiasme.

Et je veux remercier touts celles et ceux qui me suivent dans la centaine de réunions publiques, organisées partout, dans l'hexagone, en Outre-mer, à l'étranger, ils sont là avec nous, et je veux les saluer comme toutes celles et ceux qui sont derrière leur télévision. Aujourd'hui mes amis, ce n'est pas une démonstration de force. Parce que la force ça ne sert pas à grand-chose. C'est une démonstration d'envie, l'envie de porter un projet ensemble, l'envie de dépasser nos frontières. L'envie d'envisager un avenir nouveau.
Tout cela n'allait pas de soi. Tout le monde nous disait que c'était fou et impossible. Je l'entends encore il y a six mois. Vous l'entendez sans doute avec moi. On nous disait que la vie politique allait continuer avec ses règles, on s'y était habitués… Non. Ne sifflez pas, jamais, on ne se rassemble pas sur des sifflets.

(Macron président ! Macron président !)

Ça vaut beaucoup mieux que les sifflets, parce que ça, ça peux nous emmener quelque part les amis.

Nous sommes là, aujourd'hui, tenus ensemble par cette ferveur unique, l'amour de notre pays. Notre volonté de faire. Cet enthousiasme inquiet qui nous fait marcher. Inquiet oui,

parce que la période que nous vivons est grave. En étant là parmi vous aujourd'hui, je me remémore un des fragments des Feuillets d'Hypnos de René Char il se trouve, alors qu'il avait pris le Maquis dans un petit village, et les soldats allemands déboulent. Ils prend refuge dans une maison abandonnée et voit la marée des villageois. Tous savent très bien qu'il est caché. Et ils poussent progressivement les soldats allemands. Et il voit cette scène de ces centaines de villageois qu'il ne connaît pas, mais qui lui sauvent la vie, et à la fin il entrouvre le rideau et dit : je me découvris. Et un sourire se détacha de ma pâleur et dit : je tenais à ces êtres par milles fils confiants dont pas un ne devait se rompre. J'ai aimé farouchement mes semblables cette journée-là, bien au-delà du sacrifice. Alors oui, aujourd'hui je vous aime farouchement, mes amis.

Car nous sommes semblables, vibrants pour une même cause. Nous sommes des semblables, chacune et chacun avec nos différences. Poursuivant la même ambition de faire entrer la France dans ce siècle nouveau, en portant ces valeurs, en portant son histoire. Nous sommes des semblables, ici, à Lyon dont René Benetto écrivait qu'elle était la capitale de la province, parce que comme beaucoup d'entre vous, moi aussi, je suis un enfant de cette province française.

Nous sommes, nous sommes des semblables parce que rien, rien ne me désignait pour être là, aujourd'hui, parmi vous. Ma présence je vous la dois. Je la dois à votre ferveur, à votre envie d'avancer et de ne rien céder. Je la dois au travail, à l'école, à la chance et à l'amour des miens.

Je la dois à cette volonté de ne pas se soumettre, d'aimer la liberté et l'universel, de s'indigner, de ne pas accepter un ordre établi, de vouloir, à chaque instant, changer les règles, si ce ne sont pas les bonnes. Ce sont ces sentiments qui font aussi notre volonté de faire, cette ferveur pour ce qui est juste et clair, cet attachement inconditionnel à notre liberté. Ce sont ces sentiments qui avaient poussé ma grand-mère à laquelle je dois tant, quelques années avant la guerre, à partir avec sa mère qui ne savait pas même lire, et à quitter ses Hautes-Pyrénées, pour aller à Nevers. Ce sont ces mêmes sentiments qui ont hissé, comme la République le permettait naguère, une famille française de Picardie Amiens, puis d'Amiens à Paris, parce que rien n'était écrit. Ce sont ces sentiments qui ont fait qu'alors qu'on nous expliquait que cela ne se faisait pas, que ce n'était pas possible, que ce n'était pas fait pour nous, qu'il fallait respecter des règles, des ordres établis, des disciplines, et aller chercher le bonheur ailleurs, ce sont ces mêmes sentiments qui nous ont fait avec Brigitte, nous aimer, vouloir, bâtir.

Ce sont ces mêmes sentiments qui ont permis que face aux incohérences, à la brutalité idiote et aux règles hors d'âge de la vie politique, nous nous sommes levés le 6 avril dernier, nous toutes et tous, pour créer une force citoyenne, une force politique libre En Marche, et offrir à la France est aux Français la chance d'entrer dans le siècle, et de réussir.

Je veux pour cela, réconcilier la France avec le monde, réconcilier la liberté avec l'égalité, réconcilier nos histoires, les unes et les autres qui trop longtemps se sont divisées, pour créer un avenir collectif, pour retrouver le progrès qui nous unit. Je veux me battre avec vous pour que chaque Français trouve sa place dans ce monde bousculé, pour que les classes moyennes puissent enfin choisir leur avenir et relever les défis de notre pays.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Nous vivons, nous vivons mes amis, un moment singulier de notre histoire. Un de ces moments rares, où le destin hésite, où ce qui paraissait certain ne l'est plus, où le chemin hier rectiligne peut bifurquer. Ce moment est grave, et rien ne de qui advient, dans notre pays comme hors de nos frontières ne doit aujourd'hui être pris à la légère, être source de satisfaction chez les uns, d'un contentement puéril chez les autres. Les temps que nous vivons sont graves parce qu'ils sont traversés par des mutations profondes, la révolution numérique qui nous oblige à repenser le travail, la révolution écologique qui nous invite à consommer différemment, à produire autrement, à inventer, de nouvelles protections, et même à redéfinir le progrès qui ne peut plus se résumer en l'accroissement continu du bien-être matériel.

Si les temps sont graves, c'est parce que le contexte international l'est lui-même. Partout guette la menace terroriste, partout les périls de l'intérieur à se mêlent à celui de dehors. Partout la tentation du repli, de la fermeture gagne du terrain. Je pense bien sûr au vote britannique qui a choisi de quitter l'Europe, t de prendre une route qui pour beaucoup d'entre nous était naguère impensable. Je pense au repli opéré depuis plusieurs années par nos amis Américains, qui sont en train peut-être de choisir d'abandonner leur mission historique, celle à nos côtés d'assurer la paix de la planète, et un ordre essentiel. Je pense à ces puissances nouvelles, ces régimes autoritaires qui émergent et aujourd'hui conduisent nombre de régions, la Russie, l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite, et plusieurs autres. Il nous faut dans ce contexte tenir notre rang, savoir quelle est notre histoire et le fil de celle-ci. Non pas aller conduire toutes les guerres lorsque nous n'en avons pas les solutions. Savoir parler avec exigences avec chacune et chacun, ne jamais rompre le dialogue, mais toujours défendre nos intérêts et nos valeurs.

Dans ces temps agités mes amis, la France a un devoir immense. Nous n'avons plus le droit de nous tromper. Nous ne pouvons plus défendre un système politique dont les usages affaiblissent chaque jour la démocratie.

Nous ne pouvons plus promettre sans avoir en même temps l'exigence de faire. Nous ne pouvons plus être dans la simple éloge de l'ouverture, sans forger des protections nouvelles. Nous ne pouvons plus glorifier le capitalisme, sans nous évertuer à en limiter ses excès.

Nous ne pouvons plus louer le projet européen sans proposer en même temps une autre vision de l'Europe.

Mes amis, dans tous les grands moments de son histoire, notre pays a été à la hauteur. Dans tous ces grands moments, tous ceux dont l'évocation nous remplit de fierté, tous ceux qui viennent à l'esprit lorsque notre regard tombe sur nos couleurs, bleu, blanc, rouge, tous ces moments ont été des moments de rassemblement, face à des difficultés. Sans nier nos différences, car elles sont là, et nous les avons simplement, à chaque fois dépassées.

Je ne vous dis pas que la gauche et la droite cela ne signifie plus rien, que cela n'existe plus, ou que c'est la même chose, mais ces clivages dans les moments historiques, sont-ils indépassables ? Pour s'émouvoir aux grands discours sur l'Europe de François Mitterrand quelques semaines avant sa mort, fallait-il être de gauche ? Pour éprouver de la fierté lors du discours de Jacques Chirac au Vel d'Hiv fallait-il être de droite ?
Non. Il fallait être Français.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Or aujourd'hui, or aujourd'hui, gauche et droite sont divisées en leur sein, sur des questions fondamentales. La croissance, le travail, les inégalités, la laïcité , le rôle de l'Etat ou l'Europe . Mais toutes les grandes choses nous les avons faites à chaque fois en apportant chacun ce qui nous faisait. Les socio démocrates français et les progressistes de gauche peuvent-ils se reconnaître quand on ne veut plus du travail et qu'on s'affranchit du réel ? Non.

Les radicaux de gauche et le radicaux de droite, et comment ne pas en parler, dans cette belle ville de Lyon, la patrie et la grande ville d'Edouard Herriot. N'ont-ils pas leur amour de la laïcité à apporter à notre projet commun ?

Les centristes, n'ont-ils pas eux aussi cet attachement européen indéfectible que je dois dire aujourd'hui, nous ne partageons plus avec grand monde, mais nous sommes nombreux.

Et les Gaullistes, ne portent-ils pas dans leurs gènes cette volonté du rassemblement, cette volonté de ne céder à aucune chapelle, et cette incompatibilité avec le conservatisme, la haine de l'autre ou les clivages ?

(Macron président ! Macron président !)

Notre histoire, c'est celle d'un rassemblement collectif, parce que nous avons en commun une ambition immense, nécessaire, de renouer avec la France, celle de réconcilier la France avec son histoire, et avec son avenir. Réconcilier les Frances entre elles, qui se sont trop longtemps divisées et éloignées. Lorsque les progressistes ont voulu mener le combat pour la liberté de conscience et pour la laïcité, pour voter cette belle loi de 1905, séparant l'Eglise de l'Etat, il a fallu des femmes et des hommes de gauche et de droite.

Lorsque notre pays a dû se battre pour l'honneur d'un capitaine, parce qu'il était juif, mais parce qu'en même temps c'était l'honneur de la République dont il était question, il a fallu l'énergie et le talent d'Emile Zola et de Charles Péguy. Lorsque le Général de Gaulle lança son appel du 18 juin 1940, ah oui, ce n'était pas un large rassemblement de progressistes, nous devons être honnêtes, mais peu à peu, ce sont des femmes et des hommes qu'il a su rassembler, faire travailler ensemble, prendre tous les risques. Des communistes, des chrétiens, des Francs-maçons, des conservateurs, qu'importe, parce qu'ils avaient le même projet, la France !

Lorsque la République a décidé de commencer à reconnaître le droit des femmes, leur liberté, lorsque Lucien Neuwirth, originaire du Forez voisin, a réussi à convaincre le Général de Gaulle que la contraception n'était pas un recul, mais une liberté, lorsqu'il a fallu le courage de Simone Veil … De Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing pour porter ce projet, pour porter cette réforme de l'IVG, il a fallu une majorité de droite et de gauche pour pouvoir la voter.

C'est dans le sillon de ces larges rassemblements mes amis que nous nous inscrivons. On nous demande un slogan, vous l'avez inventé le premier jour, vous l'avez adopté, c'est En Marche .

(On va gagner !)

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

- Mais nous aurons un fil rouge, le cœur de notre projet, la définition même de cette ambition qui nous rassemble. Le cœur de ce projet français, il tient dans trois mots, il tient dans cette devise gravée pour notre République aux frontons de notre nation, trois mots qui prennent leur source dans une histoire plus ancienne encore que la République.
-

Trois mots, qui seront notre avenir, parce que nous allons ensemble leur redonner leur sens et leur vitalité. Liberté, égalité, fraternité.
Ces mots, mes amis, ce sont les nôtres. La gauche a trop longtemps pensé qu'on pouvait ne promettre que l'égalité, en la transformant en égalitarisme, que promettre l'égalité, c'était parfois laisser rêver à l'impossible. La droite pense peut-être trop souvent que la liberté seule peut servir de boussole. Mais la société se disloque, et notre pays et un, et notre peuple uni. La fraternité, quant à elle, on l'a laissé fâner.

Liberté, égalité, fraternité. Ce seront les mots de notre engagement.

Notre premier combat, ce sera celui pour la liberté. La liberté retrouvée, et la liberté, c'est d'abord la sécurité.

La liberté de ne pas avoir peur, la première, celle sans laquelle rien n'est possible. Je veux une France de la liberté qui garantisse à chacune et chacun la possibilité de sortir, la possibilité de se déplacer, d'aller voir sa famille, d'aimer, sans céder à la peur.

A ce titre, le premier de nos combats, ce sera celui contre le terrorisme. Ce combat, il prend racine à l'extérieur. Ce combat, c'est celui que nous menons à travers notre diplomatie et nos armées, pour, partout, lutter contre le djihadisme islamiste, pour partout lutter contre celles et ceux qui fomentent des complots et des actes terroristes contre nos enfants, qui cherchent à détruire nos valeurs, nos pays. J'étais, il y a dix jours, sur la base aérienne que nous avons en Jordanie. Je n'oublierai pas notre colonel et ses 400 hommes qui passent leurs jours, leurs nuits, sans répit, avec un dévouement innoui, avec une motivation chevillée au corps, ils m'en ont parlé quand nous avons partagé des moments uniques, celle d'avoir le sentiment, sur ce front avancé, de sauver l'honneur de nos enfants, mais de protéger toutes celles et ceux qui sont ici, chez nous, de protéger leurs familles, qui vivaient à Cambrais, à Istre, ou bien ailleurs. Leur fierté, c'est la nôtre. C'est notre combat.

C'est pour cela que non seulement nous leur devons le respect, nous leur devons la reconnaissance, mais que cet engagement, nous devons le tenir avec force, c'est pour cela que je me suis engagé à ce que le budget de la Défense soit progressivement porté à 2% du Produit intérieur brut.

C'est aussi pour cela que je veux une défense plus européenne, des partenariats entre la France et l'Allemagne.

Et c'est ce que j'ai été expliquer à Berlin. La lutte, mes amis, la lutte contre le terrorisme, c'est aussi aujourd'hui en France. Cette lutte que nous devons conduire partout, et que mènent nos forces de l'ordre, avec un formidable courage.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Pour cela, je me suis engagé à ce que non seulement ce soit 10 000 fonctionnaires de police et de gendarmerie qui soient recrutés dans le quinquennat à venir.

(Macron président ! Macron président !)

Mais également une réorganisation pour que la protection des Français puisse être plus efficace, plus visible. Elles doivent faire respecter partout nos forces de l'ordre, l'autorité de l'Etat.

Pour cela, nous réorganiserons nos forces de renseignement, pour avoir un renseignement territorial plus efficace et présent. Nous recréerons une police de sécurité quotidienne. Non pas comme je l'entends encore aujourd'hui, chez certains, une police pour jouer au football avec les jeunes, mais c'est simplement que maintenir l'ordre, l'autorité, ça ne se fait pas uniquement par des moyens d'ordre public. Ça se fait aussi avec des forces de police et de gendarmerie au contact des Français, instaurant une autre relation, travaillant avec les municipalités. C'est aussi pour ce faire que nous continuerons l'engagement qui a été pris ces dernières années de renforcer également la sécurité publique et la police judiciaire.

La bataille pour la liberté, c'est une bataille pour la liberté de conscience également. Et elle est fondamentale. C'est l'un des défis de civilisation, l'un des défis moraux que nous aurons à relever, la liberté de conscience, c'est le moyen de vivre avec les autres, parmi les Français.

C'est ce qui autorise des éléments fondateurs de notre identité, le dialogue, le débat, l'échange, la rencontre, la reconnaissance, la tolérance. Et pour ce faire, il faut sortir de ce discours de haine réciproque. J'entends les uns qui voudraient que… Défendre la liberté de conscience, ce soit stigmatisé certaines et certains à cause de leur religion. En aucun cas.

Tout simplement parce que c'est ainsi insidieusement rediviser le pays. Mais de la même façon, notre pays, et cette liberté de conscience, c'est le respect de notre civilité, c'est pourquoi je n'accepte pas non plus qu'un homme, au titre de la religion, puisse refuser de serrer la main d'une femme.

C'est pour la même raison que je n'accepte pas que des regards d'hommes puissent interdire à une femme de venir s'installer à une terrasse ou dans un café.
Parce que chaque fois, chaque fois qu'on laisse faire, on abandonne un bout de notre liberté.

Ne pensez pas, j'étais tout à l'heure, hier à la gare de Lyon, une jeune femme est venue me voir en me disant : moi, on m'empêche de travailler avec le voile. Ce ne sont pas les règles de la République. Et accepter qu'elle perde un peu de cette liberté, c'est accepter que nous perdions de la nôtre.

Parce qu'elle ne travaille pas dans un service public, où la neutralité est requise. Mais de la même façon, lorsqu'on détourne le regard, lorsqu'on ne veut pas voir ces interdits qui s'installent dans certains de nos quartiers, nous perdons tous et toutes un peu de notre liberté.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Parce que la laïcité, c'est un bouclier, parce que la laïcité, ce n'est une menace pour personne, c'est une liberté pour tous, et une exigence pour chacun.

Notre combat, c'est aussi un combat pour la liberté au travail, l'esprit d'initiative, l'innovation. La liberté, elle est toujours trahie lorsqu'on multiplie des normes, lorsqu'on empêche de réussir, de s'élever dans la société, par le travail, lorsqu'on empêche d'innover, d'inventer, de créer, pour des raisons obscures. Nous sommes, nous serons, les défenseurs du travail, mes amis.

Et quand je vous parle de défendre le travail, je m'oppose à un projet qui voudrait que la promesse faite à chacune et chacun, ce soit de pouvoir vivre dignement dans une oisiveté subie ou choisie.

Parce qu'il suffit de voyager, d'aller au cœur du pays. C'était il y a quelques semaines, non loin de Lille. J'ai vu des femmes et des hommes qui ont été bousculés par les grandes transformations des décennies précédentes, qui ont perdu leurs emplois, qui ont connu le chômage, maintenant, les minima sociaux. Vous savez, il ne m'ont pas demandé le revenu universel, ils l'ont, ça s'appelle le RSA.

Et si on savait le multiplier par deux, j'ose espérer qu'on l'aurait fait depuis longtemps.
Ils m'ont demandé du travail.

La possibilité de vivre, dignement, de leur travail. Alors, pour ce faire, je veux, dans notre pays, que créer, qu'oeuvrer pour son travail, soit plus simple, et pour cela, je supprimerai le RSI.

(Macron président ! Macron président !)

Je simplifierai le droit du travail, pour qu'il soit au plus près du terrain.

Et que la négociation d'entreprise, que la négociation de branche, puisse définir les bonnes règles, bien mieux que ne le fait la loi, avec un équilibre entre la liberté et les justes protections.

Pour libérer le travail, je veux qu'il soit moins cher, voilà pourquoi je procèderai à un allègement des charges patronales jusqu'à 2,5 SMIC. Et à un allègement de charges de 10 points au niveau du SMIC.

Pour libérer le travail, je veux qu'il paie mieux. Et c'est pour cela que nous devrons financer différemment la maladie et le chômage. Et alléger pour ce faire les cotisations payées par les salariés.
Et donc tous les travailleurs, quel que soit leur statut, ou leur catégorie, gagneront en pouvoir d'achat durant notre quinquennat.
Ces mesures, alliées à celles que nous prendrons pour rendre la prime d'activité et le RSA plus incitatifs à la reprise d'activité, feront que pour chaque personne qui travaille au SMIC, ce seront 100 euros chaque mois de pouvoir d'achat supplémentaire.
Parce que, comme vous, je ne veux plus entendre dans notre pays qu'il est plus intéressant de faire autre chose que de travailler.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Et c'est aussi pour cela que la politique agricole que nous mènerons, ce ne sera pas une politique d'aide, d'assistanat, ni une politique d'ultralibéralisme qui conduit à tout déréguler, mais une politique exigeante, d'accompagnement, de lutte contre la volatilité des prix qui permettra par des nouvelles conventions de secteurs, par des mesures que nous négocierons, que permettront de compenser la volatilité des prix mondiaux et les cycles, de permettre à chaque paysan de vivre dignement de son travail parce qu'il en aura le bon prix.

Et libérer le travail, c'est bien entendu aussi libérer l'innovation, la capacité à inventer. Dans nos universités, dans nos grandes écoles, dans nos centres de recherche, dans le privé comme dans le public, de poursuivre les aides à l'innovation, de poursuivre des politiques pluriannuelles qui donnent de la visibilité à nos chercheurs, de donner plus d'autonomie aux acteurs de la recherche, de la santé sur le terrain, de leur donner des moyens et de la visibilité, parce que nous devons être une terre de réussite par l'innovation.

(Macron président ! Macron président !)

Je n'accepte pas… Merci. Je n'accepte pas le discours de ceux qui ne voudraient pas voir la modernité, et proposeraient des réformes faites pour une économie et une société d'hier. Ni le discours de celles et ceux qui ne veulent voir qu'un risque, qu'une menace dans ce qui advient. Il faudrait taxer les robots, dont nous manquons en France, il faudrait expliquer que ce qui advient est forcément mauvais. Il y aura de mauvaises nouvelles, il faudra que des emplois disparaissent, comme les chandeliers et les carossiers ont disparu, mes amis. Nous protègerons les individus, mais nous devons être une terre de liberté pour l'innovation, pour la création, parce que c'est notre ADN, c'est ce qui nous tient, et c'est ce que nous ferons.

Et à ce titre, je veux ce soir lancer un appel solennel à tous les chercheurs, à tous les universitaires, à toutes les entreprises qui, aux Etats-Unis, se battent contre l'obscurantisme, et à tous ceux qui, ces dernies jours, se sont exprimés en ayant peur que, parce qu'ils se battait pour la recherche sur le climat, les perturbateurs endocriniens, pour la recherche en matière de pollution, pour la recherche en matière d'amélioration des énergies renouvelables, que toutes celles et ceux qui font aujourd'hui l'innovation, l'excellence aux Etats-Unis, nous entendent et nous voient : vous avez aujourd'hui et vous l'aurez à partir du mois de mai prochain, une terre patrie, ce sera la France.

(Macron président ! Macron président !)

Ce combat pour la liberté, mes amis, ce sera aussi celui pour le droit à l'erreur, le combat pour la liberté, nos libertés européennes, ne les oublions jamais. Nous sommes tous de ces générations qui ont vu le mur de Berlin tomber. N'oublions jamais que l'Europe a eu des barrières, n'oublions jamais.
Moi, je ne veux pas de nouveau mur. Je vous rassure, il n'y aura pas de mur dans mon programme.

Je dis ça pour certains, parce que, par le passé, nous avons commis ce type d'erreur, je ne sais pas si vous vous souvenez de la ligne Maginot, certains pensaient que les gens ne bougeaient plus, mais ce n'était pas vrai. Donc tous ceux qui vous parlent de murs, de quotas, de frontières, elles sont là, fondamentales, et nous les défendrons, mais nous

avons des frontières européennes, et partout à l'intérieur de l'Europe, c'est cela notre vraie sécurité.

Notre combat, ce sera aussi le combat pour l'égalité. Parce que la liberté sans l'égalité, c'est très vite la loi du plus fort. Parce que si je vous promettais qu'on va tout libérer et que ce sera formidable, est-ce que pour autant nous aurions réglé tous nos problèmes ?

(Non !)

Nous continuerons à avoir des territoires abandonnés, des millions de Françaises et de Français qui ne trouvent pas leur place dans un monde qui accélère. Nous continuerions à avoir des femmes qui sont payées en moyenne 10% de moins que les hommes.

(Ouh !)
Nous continuerions à avoir des jeunes ou moins jeunes qui n'ont pas les mêmes chances d'être embauchés, parce que leur prénom n'est pas le même, ou leur quartier, ou leurs origines.

Ce que je veux que nous écrivions ensemble, pour le siècle qui commence, c'est une charte de nos droits et de nos devoirs. C'est cela ce que nous ferons.
Parce que cette charte, elle donnera un contenu à ce principe d'égalité, l'égalité que je défends, ce n'est pas un égalitarisme, ça n'a pas de sens, et c'est une promesse intenable. L'égalité que je veux, c'est une égalité face aux droits et aux devoirs, c'est celle qui fait fi des grades, des statuts, de la hiérarchie, c'est celle qui consiste à redonner à chacun toutes les chances pour réussir, à toutes les étapes de la vie, d'où qu'on vienne.

(On va gagner !)

L'égalité que je défends, c'est celle qui a permis à un pupille de la nation dont le père avait été tué dans les combats de la Libération, élevé par une mère institutrice, de devenir dans notre pays, président de l'Assemblée nationale, il s'appelait Philippe Séguin.

L'égalité que je défends, c'est celle que je retrouvais dans une lettre que j'ai reçue il y a quelques semaines, d'une jeune femme, Lynda, qui habite à quelques kilomètres de Lyon, dont les parents se sont installés en France, ont travaillé pour qu'elle réussisse. Elle a fait des études dont ses parents mêmes pensaient qu'elles n'étaient pas faites pour elle. Vous savez, cette auto-censure qui est la pire des inégalité, qui touche les sexes, les différences d'origines ou de régions. Elle a fait ses études de droit et elle va, maintenant, je l'espère, pouvoir accéder à une profession qui, naguère, lui était fermée, devenir notaire. C'est aussi ça, l'égalité des chances.

Et donc cette égalité, elle consiste, mes amis, à faire plus pour ceux qui ont moins. C'est pour cela que je veux que dans nos écoles, nous puissions diviser par deux le nombre d'élèves par classe.

En CP et en CE1, dans toutes les zones d'éducation prioritaire, je paierai beaucoup mieux les enseignants qui iront y travailler, ils auront plus d'autonomie pour conduire leurs projets. C'est aussi pour cela que je veux qu'ensemble, nos créions une véritable sécurité professionnelle universelle.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Parce que dans ce monde qui advient, chacune et chacun va devoir changer de secteur, changer d'emploi, changer de qualification. Nous ne sommes plus dans un monde où à 20 ans, tout est appris. Nous ne sommes plus dans un univers où à 20 ans, vous avez des qualifications pour la vie. Ce n'est plus vrai. Nous ne sommes plus dans un pays où on ne pourrait que protéger certains contre le risque du chômage parce qu'il va toucher peut-être toutes et tous, des commerçants, paysans, entrepreneurs. La vraie égalité des chances, c'est de permettre que chacune et chacun ait une garantie, puisse accéder à une indemnité quand il se trouve au chômage, quelle que soit sa condition.

Mais qu'en même temps, il y ait des droits et des devoirs, et que lorsqu'un emploi décent, compte tenu des qualifications, est présenté, il doit être accepté, c'est la responsabilité.
Et cette sécurité professionnelle, c'est celle aussi qui fait que nous formerons chacun, c'est une révolution de notre formation continue, c'est une révolution de notre apprentissage, parce que nous devrons concentrer ces moyens sur celles et ceux qui en ont le plus besoin.
Nous devrons concentrer les moyens pour leur permettre à chaque âge d'avoir une formation, de six mois, d'un an, ou deux ans, pour retourner vers un emploi efficace.
Ce ne sont pas plus de dépenses publiques, mais c'est d'avoir un Etat stratège qui couvre l'ensemble de ses risques, qui le regarde, qui l'évalue, et les acteurs de cette sécurité seront les universités, les centres d'apprentissage, les organisations professionnelles, les entreprises, les partenaires sociaux, qui auront un rôle fondamental partout sur le terrain, mais il y aura derrière un choix stratégique, une capacité à faire là où c'est nécessaire, et une évaluation partout, pour que ce soit efficace.

Cette bataille pour l'égalité, mes amis, ce sera aussi celle pour la santé, la lutte contre les déserts médicaux, ce sera aussi celle contre les discriminations, parce que je veux que nous renforcions partout le testing, ces frontières absurdes qui existent dans notre société et qui font que parce qu'on est quelqu'un, on n'a pas les mêmes droits. Je renforcerai également partout sur notre territoire l'accès aux fonctions publiques, à toutes celles et ceux qui, trop souvent, aujourd'hui, ont la porte fermée.

L'égalité qui sera notre combat, c'est aussi un combat pour l'égalité d'accès aux soins, pour la prévention, pour une meilleure couverture des petits soins qui sont indispensables, pour une organisation de notre système de santé, plus efficace et plus juste. Arrêtons ces idées absurdes qui font qu'on fait des économies année après année, des économies de bout de chandelle, qui fait qu'aujourd'hui, il y a un tiers de nos départements avec des déserts médicaux, qui fait qu'aujourd'hui, dans ces départements, nos concitoyens se précipitent aux urgences, où c'est beaucoup plus cher, et qu'au final, ces départements, nous l'avons vu à Nevers, souffrent encore plus, coûtent encore plus cher, donc ces batailles pour l'égalité, c'est une bataille pour un investissement intelligent, une organisation plus efficace.

Il y a beaucoup de boulot, et, cher ami, c'est un vaste programme, comme disait le Général, mais ça n'empêche pas d'avancer et de marcher !

Le combat pour l'égalité, c'est enfin un combat pour l'égalité entre les générations. A chaque fois qu'on fait une promesse, qu'on ne sait pas financer, à chaque fois qu'on n'est pas sérieux, on fait plaisir à des salles, on se fait plaisir, mais on accroît la pire des inégalités, celle qui fait qu'une génération arrive au monde avec sur son dos un fardeau, auquel elle ne doit rien, qui ne lui a rien apporté, mais avec lequel elle commence. La

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI /
RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

génération qui naîtra dans quelques mois, elle commencera sa vie avec quasiment une dette équivalente à ce que notre pays produit chaque année, imaginez. Mais de la même façon, lorsqu'on propose de simplement faire la purge des comptes publics, tout passer à la paille de fer, oh, surtout quand soi-même, on a largement alourdi ce fardeau lorsqu'on a eu à gouverner… On sacrifie la génération présente, et à venir. Parce qu'on dit : on arrêtera des investissements, on décidera aussi de ne plus faire ce qui est utile. Alors, pour cela, l'engagement que je prends, c'est de respecter en matière de finances publiques, nos engagements. De ne pas promettre de tout casser, de ne pas promettre, mes amis, de ne pas promettre de déchirer ce que nous avons nous-mêmes écrit, parce que c'est cela nos engagements européens.

Mais en même temps, d'avoir une stratégie de baisse de dépenses de fonctionnement sur cinq ans, qui donnera de la visibilité à chacun, et que je présenterai avant la fin de ce mois dans le détail, et en parallèle, une politique d'investissement sur nos grandes priorités : le numérique, l'énergie, la modernisation de l'Etat, et la formation de nos jeunes.
Alors, mes amis, quand nous aurons mené ce combat, nous n'aurons pas fini. Nous n'aurons pas fini, parce que nous ne sommes pas un pays fait d'individus, parce que nous sommes un peuple. Parce que quelque chose nous unit plus profondément dans un projet commun, parce que notre peuple français, il est uni par une institution invisible dont nous devons retrouver le sel, c'est la fraternité.

(Macron président ! Macron président !)

La fraternité, elle n'est jamais donnée, elle est toujours à construire, toujours à préserver, toujours à renouveler. La fraternité, c'est ce que nous avons en commun, c'est ce qui nous tient ensemble, et ce que nous avons à défendre.

Et d'abord, ces biens communs que nous devons protéger, parce que nous devons les transmettre, parce qu'ils n'appartiennent à aucune génération. L'eau, l'air, la nature.
Et donc si nous sommes écologistes, ce n'est pas parce que nous voulons bloquer le progrès, empêcher les uns ou les autres de faire, si nous sommes écologistes, c'est par fraternité avec nos semblables.

Parce que pour notre génération, c'est une évidence. Parce que nous voulons créer un modèle économique durable qui permettra à chacune et chacun non seulement de vivre, pour certains de survivre, mais de durer, d'être transmis, d'avoir pour les générations qui naissent et à venir, les mêmes chances. C'est cela la fraternité.

Parce que nous croyons dans cette fraternité, nous mettrons de l'humain partout, parce que nous voulons faire converger nos efforts pour protéger et préserver nos biens communs, en préférant la gestion des ressources plutôt que leur exploitation.
Nous sommes écologistes par responsabilité, par devoir.

Et pour cela, mes amis, je veux que nous poursuivions la trajectoire en termes de transition énergétique et environnementale. Pas de doute là-dessus.
Nous le ferons de manière juste, et équilibrée, en développant aussi de nouveaux secteurs, de nouvelles richesses, en développant nos territoires, nos start up, qui sont aussi des leviers d'innovation. Parce que cette nouvelle écologie, c'est aussi une nouvelle économie.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Et donc nous irons plus loin dans la rénovation thermique des bâtiments, dans la convergence qui existe et que nous accroisserons entre le diesel et l'essence, sur le quinquennat, dans la politique pour la lutte contre la pollution.

La fraternité, c'est aussi ce qui nous fait, ce qui nous tient. C'est notre culture. Ce sont nos valeurs, notre langue, nos références communes, nos émotions partagées. Notre fraternité, c'est cette émotion qui à un moment naît chez un homme ou chez une femme qui n'avaient rien de commun, mais qui devant les mêmes textes, les mêmes phrases, ont éprouvé le même sentiment, la même joie, c'est ce fil dont je parlais tout à l'heure qui fait qu'on peut éprouver le même bouleversement quand tu écrit sur le Mali, Erik, que celui ou celle qui ne l'a pas plus vu, dont les parents en viennent, vivent aujourd'hui à Montreuil ou ailleurs. Et notre culture, ça ne peut plus être une assignation à résidence. Il n'y aurait pas la culture des uns et celle des autres, il n'y aurait pas cette formidable richesse française, qui est là, dont on devrait nier une partie, il n'y a pas une culture française, il y a une culture en France, elle est diverse, elle est multiple. Et je ne veux pas sortir de cette culture certains musiciens, artistes, sous prétexte qu'ils viendraient d'ailleurs, pas plus que je ne veux assigner à résidence tel ou tel jeune qui n'aurait pas accès, sous prétexte qu'il vient d'ailleurs, à notre littérature, à certains textes. Non.
Ce que nous déciderons, ce que nous ferons pour la culture, mes amis, c'est un chemin, c'est un accès puis un chemin, c'est cela ce que je veux, c'est pour cela que je veux que partout, en France, et l'Etat prendra ses responsabilités, nous puissions ouvrir nos bibliothèques, le soir, et le week-end.

L'Etat prendra ses responsabilités sur ce point, c'est aussi pour cela que j'ai voulu que, comme l'Italie, nous décidions de ce Pass Culture pour que chaque jeune, à 18 ans, puisse avoir 500 euros pour décider lui-même, mais accéder à la culture, quelle qu'elle soit.

Et je demanderai aux distributeurs, aux géants du numérique, avec qui nous avons commencé à discuter, de financer ce Pass, parce qu'ils doivent contribuer à cette fraternité, à ce commun qu'est la culture.

La fraternité, c'est notre francophonie, c'est notre langue, que nous défendons.
La fraternité, c'est aussi celle que nous devons avoir entre nos territoires. Et je sais que vous venez ce soir de la France entière.

Et je sais que dans les confins de cette belle région, vous venez de tous ces endroits qui font la France, et je ne veux pas, moi, porter un projet pour la France des villes, ou la France des métropoles, elle est formidablement importante, elle réussit, elle est là, c'est Lyon, c'est Paris, c'est Marseille…

- *Lille !*
- *Lyon !*

C'est vous.

Et donc notre projet de fraternité pour les territoires, c'est un projet d'égalité aussi. C'est celui qui fait que nous réconcilierons la France des métropoles, la France des quartiers, la France rurale, des villes moyennes et de nos territoires.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

En luttant contre les déserts médicaux, en luttant contre l'enclavement, donc en nous battant pour les transports publics, pour les infrastructures adaptées, en nous battant pour le numérique et l'accès de tous les territoires, je veux que cette France de la ruralité soit une France de la réussite française !

- *On va gagner ! On va gagner !*

Notre combat pour la fraternité, enfin, ce sera notre combat pour l'Europe. Partout.
Certains voudraient nous en faire sortir.

- *Ouh !*

D'autres nous disent qu'ils aiment l'Europe, qu'ils veulent aussi porter un projet, mais ils ne veulent en tirer aucune conséquence, ils n'en veulent pas les contraintes ou nos engagements, ils l'aiment le jour où ça les arrange.

- *Ouh !*

Il y avait une très belle phrase que je crois vraie du Prince de Ligne, connu pour ses bons mots, qui racontait que, revenant de campagne, il posait cette question à son épouse : m'avez-vous été fidèle ? Son épouse a cette réponse absolument superbe, elle lui dit : souvent. Eh bien, la plupart des responsables politiques français sont souvent fidèles à l'Europe.

Nous, nous le serons totalement, mes amis, parce que c'est notre fraternité, notre histoire, notre volonté, parce que l'Europe a été créée pour la paix, pour la prospérité, et pour le progrès.

Liberté, égalité, fraternité. Ce ne sont pas des mots usés. Ce sont des combats contemporains, ce seront nos combats, pour la France, pour l'Europe, parce que notre Europe a besoin de ce tryptique, elle a besoin de plus de libertés, elle a besoin de plus d'égalité pour se battre contre les injustices en son sein, pour se battre contre les différences, pour faire rapprocher les pays, pour éviter l'optimisation fiscale, le travail détaché illégal, et pour rapprocher les uns et les autres.

Et elle a, comme la France, infiniment besoin de fraternité. Certains pays l'ont montré, en Europe, ces derniers mois, l'Allemagne au premier chef. Alors, pour porter cette trinité républicaine qui est la nôtre, mes amis, nous allons avoir besoin de nous battre, ensemble. Parce que nous vivons un moment grave, je vous le disais au début de mon propos, un moment où chacune et chacun doit se penser dans un monde plus trouble, plus incertain, plus violent, où des équilibres sont rebattus, à un moment aussi où les scandales, chaque jour, dévoilent les pratiques d'un autre âge, affaiblissent… Ne sifflez personne, s'il vous plaît… Personne. Soyez graves. Soyez graves dans ces moments, parce que ce qui se passe dans notre vie politique et médiatique n'est bon pour personne, parce que notre combat, c'est de tout faire pour que ce qui se passe ne bénéficie pas avant tout au parti du Front national.

(Macron président ! Macron président !)

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Dont les pratiques n'ont rien à envier à celles et ceux qui dénoncent, bien au contraire. Parce que, aujourd'hui, ce qui s'installe dans notre pays, c'est une lèpre démocratique, c'est la défiance, mes amis, et cela, nous devons aussi lutter contre, parce que… Parce que notre combat, c'est de restaurer en même temps que nous nous battons pour nos idées, la dignité de la vie publique, indispensable.

Pour cela, nous aurons une exigence de transparence, elle est légitime dans notre démocratie. Ne parlons pas les uns et les autres de complot, donnons la transparence. On me demandera, on l'a déjà fait, on le fera encore, des explications sur bien des choses. Si elles sont fausses, j'expliquerai pourquoi, si elles sont justes, vous en tirerez les conclusions, mais la transparence fait partie de notre vie démocratique, et avec elle, la responsabilité que nous portons, celle que j'évoquais, la responsabilité des médias, tous, d'avoir une exigence de vérité. Et pas autre chose. La vérité avant tout. Et c'est aussi une responsabilité politique, celle pour nous de ne jamais utiliser à tort les arguments de la transparence pour affaiblir untel ou untel, mais celle aussi de ne jamais accepter, lorsque certains voudraient dire qu'il y a un complot et que la volonté de transparence serait le complot ourdi par un camp. Quand ils font cela, ils mènent l'indignité aux difficultés qu'ils vivent.

C'est pourquoi il nous faut toujours une exigence de bienveillance. Je vous la demande, non pas comme une idée simple, non pas comme une forme de naïveté de la vie politique, comme disent certains, la bienveillance, c'est d'abord et avant tout une hygiène démocratique. Celle qui permet le rassemblement.
Ce sera aussi une exigence de probité, celle que nous portons, la politique ne peut pas être un métier, elle est une mission.

Et dès le premier jour, nous avons dans nos statuts mis des conditions de probité, dès le premier jour, nous avons placé ces conditions de probité au cœur des investitures pour les campagnes législatives. Elles sont indispensables. Aucun candidat ne sera investi pour En Marche avec un casier judiciaire ou des peines d'inéligibilité.

Cela n'est pas du populisme, c'est éviter le populisme des extrêmes, en défendant la probité.

Enfin, notre exigence pour mener ce combat, ce sera une exigence de renouvellement, c'est pour cela que je veux qu'au moins la moitié de nos candidats puissent être des femmes, et que je vous demande à vous qui êtes là, qui nous entendez, qui nous suivez, de vous engager, de prendre ce beau risque pour faire vivre notre démocratie.
Il faudra accepter de laisser quelques hommes.

(Macron président ! Macron président !)

Parce que ce renouvellement, celui qui permettra à des candidates de se présenter, celui qui fait que nous présenterons 50% de nouveaux candidats, c'est simplement reconnaître la vitalité de notre société, sa force, ce n'est pas pour faire plaisir aux uns ou aux autres, c'est simplement donner la chance à notre pays de gouverner et de légiférer comme il est, tout simplement.

Voilà, mes amis, certains prétendent aujourd'hui parler au nom du peuple.
Mais ce ne sont que des ventriloques.

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE

Ils prêtent aux Français des valeurs qui ne sont pas les leurs.
Ils trahissent la liberté en rétrécissant notre horizon. Ils trahissent l'égalité en décrétant que certains sont plus égaux que d'autres. Ils trahissent la fraternité car ils détestent les visages qui ne leur ressemblent pas.
Ils ne parlent pas au nom du peuple, ils parlent au nom de leurs aigreurs. Ils ne parlent pour le peuple, ils parlent pour eux-mêmes, de père en fille, de fille en nièce.
Ils ne parlent pas du peuple, mais d'une France qui n'a jamais existé.
Alors, ce soir, mes amis, nous leur répondons ensemble, à ceux qui ne croient plus rien, aux cyniques, aux défaitistes, aux déclinistes qui les entourent, nous leur disons : le meilleur est devant nous, le meilleur est à nous !

(On va gagner !)

Aujourd'hui, vous leur avez répondu avec moi, présents par milliers, ici, et partout en France, ils ont vu notre nombre, ils ne peuvent plus dire que nous ne sommes qu'une poignée. Mais en parlant de notre nombre, ils passent à côté de l'essentiel : notre projet. Et notre projet, quel est-il ? Non pas de parler au nom du peuple, mais pour la liberté, pour l'égalité, pour la fraternité, de faire avec le peuple, de faire pour le peuple !

De permettre aux Français de renouer avec la France, de permettre aux Français de renouer avec leurs valeurs anciennes, de permettre aux Français de reprendre leur destin en main.

Mes amis, nous vivons un moment historique, et je veux que nous le mesurions, il nous engage, il vous engage. Nous avons une responsabilité immense. Nous sommes porteurs de ces exigences. Vous pouvez compter sur moi dans cette bataille. Mes amis, il nous reste 78 jours pour l'emporter !

(On va gagner ! On va gagner !)

78 jours pour faire ce qui n'a jamais été fait !
78 jours pour faire triompher l'espérance !

(Macron président ! Macron président !)

78 jours car notre temps est venu et notre volonté est en Marche !
Vive la République, vive la France !
Merci à vous.

(Macron président ! Macron président !)

Merci à vous. Merci infiniment.

(Marseillaise)

Je compte sur vous !

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI / RETRANSCRIPTION AUTOMATIQUE